

Krihna B. Bhattachan

D'après le recensement 2011, les nations autochtones du Népal (les *Adivasi janajati*) représentent 35,81% d'une population de 26.494.504 habitants, bien que leurs organisations prétendent à un pourcentage de 50%. Le recensement de 2011 avait porté sur 125 castes et groupes ethniques, dont 63 populations autochtones, 59 castes dont 15 de Dalit, et 3 groupes religieux comprenant des musulmans. Bien que les populations autochtones constituent une proportion significative de l'ensemble, tout au long de l'histoire du Népal, elles ont été marginalisées par les groupes dominants en termes de terres, de territoires, de ressources, de langues, de cultures, de lois coutumières et d'opportunités politiques et économiques.

La Constitution intérimaire de 2007 promeut la diversité culturelle et parle de renforcer les talents, les connaissances et les droits des peuples autochtones. Elles attendent cependant de voir se concrétiser ces intentions dans la nouvelle Constitution, toujours en voie de promulgation. Le Népal a ratifié la Convention ILO 169 sur les droits des populations tribales et a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (UNDRIP). On est toujours dans l'expectative de l'exécution de la Convention ILO 169 et de l'UNDRIP et l'on ne sait pas non plus encore comment la nouvelle Constitution mettra en place des lois nationales en accord avec les promesses faites.

Echec de l'adoption d'une nouvelle Constitution

En 2010, l'un des comités de l'Assemblée Constituante (CA) qui avait reçu mandat pour concevoir et préparer la Constitution, avec des recommandations sur la restructuration de l'État et la division des pouvoirs pour l'élaboration de cette Constitution, préconisa la formation de 14 provinces, 23 régions autonomes et un nombre indéterminé de régions au statut spécial et protégé, sur la base en tout premier lieu de critères d'identité, ensuite de capacités (voir *Indigenous World 2011*). Depuis lors, les partis politiques parmi lesquels le Parti Népalais du Congrès (NC) et le Parti Communiste du Népal – Parti d'Union Marxiste Léniniste (CPN-UML) - ont essayé de passer outre ces recommandations (voir « *Indigenous World* » 2012). En 2012, les trois principaux partis politiques avaient décidé de mettre au vote à l'Assemblée des points cruciaux portant sur les noms et le nombre d'unités régionales. L'idée sous-jacente était d'obtenir le contrôle des membres autochtones et Madhesi¹ sous les coups de fouet des partis politiques, afin d'obtenir des votes hostiles au fédéralisme.

En réponse à cela, le Forum (*Caucus*) des peuples autochtones et le parti politique Madhesi formèrent une alliance et déclarèrent publiquement le 11 mai, qu'ils voteraient seulement en faveur d'un fédéralisme à base identitaire. Ensemble avec les autres membres de l'assemblée appartenant aux partis Dalit, musulmans et maoïstes (CPN), cette alliance a pu constituer une majorité. Devant une telle situation, le Comité a été dissous le 27 mai à minuit et a par conséquent échoué à créer une nouvelle Constitution avant la date butoir. Le Premier Ministre a annoncé de nouvelles élections pour le 22 novembre en dépit du fait que la Constitution intérimaire n'avait pas la durée nécessaire pour reporter de nouvelles élections. L'élection de l'assemblée constituante a donc été

repoussée jusqu'en avril-mai 2013 à cause de ces problèmes de légalisation et des désaccords politiques.

Pression continue des peuples autochtones pour une base fédéraliste identitaire

En vue d'une stratégie pour obtenir une date butoir en mai pour la promulgation de la Constitution, le Front des Peuples Autochtones (*Indigenous Peoples' Mega Front*) a compris le besoin de manifester en masse pour appuyer les débats intellectuels et faire pression sur les principaux partis politiques et les groupes dominants ; une telle pression n'était possible que si chaque organisation de peuples autochtones avait la volonté de s'engager (voir « *The Indigenous World* » 2011 et 2012). Les leaders du Mega Front et un certain nombre d'autres appartenant à l'IPO (*Indigenous Peoples's Organization*), organisèrent alors une série d'événements en commençant par une conférence internationale dans le Limbuwan, suivie par un événement similaire dans le Tamuwan (29 avril-1^{er} mai), puis le Tharuwan (11 mai), le Tamsaling (18 mai) et enfin le Newa (19 mai). A cette occasion, des positions sur la nature du droit à l'auto-détermination, à l'autonomie, et à l'autorégulation ont été mises en discussion, tandis que des experts internationaux, des intellectuels et des activistes de Suisse, d'Inde et des États-Unis étaient invités à partager leurs vues et à interagir avec des leaders népalais autochtones. Chaque événement fut suivi d'une marche et l'on peut estimer le nombre des marcheurs des partis autochtones dans les rues de Dharan (Limbuwan), à 20 000, de Pokhara (Tamuwan) à 60 000, de Dhangadhi (Tharuwan) à 70 000.

Juste une semaine avant la démission du Comité de l'Assemblée Constituante, les Comités d'Union des Luttres des Nations Autochtones (*Indigenous Nationalities' Joint Struggle Committee*), une alliance de la NEFIN (Fédération Népalaise des Nations Autochtones) et d'autres membres de l'IPO et de plusieurs fronts, se sont engagés dans une grève générale nationale de trois jours (20-22 mai) pour réclamer une nouvelle Constitution à base de fédéralisme, d'autonomie et d'autorégulation. Des centaines de milliers de gens ont manifesté dans les rues et dans des régions variées du Népal, avec une concentration plus importante dans la capitale de Kathmandou. Les manifestations ne se sont arrêtées que lorsque le gouvernement a signé un accord en neuf points avec les mouvements des peuples autochtones, en promettant le fédéralisme sur base ethnique².

Du mouvement aux partis politiques

Après la dissolution du Comité, le NEFIN, le Caucus des Peuples Autochtones et d'autres IPO ont organisé conjointement une conférence à Kathmandou, les 4 et 5 juillet. Des leaders autochtones ont intensément scruté à ce moment-là les intentions, pour parvenir à la conclusion que les principaux partis politiques sous la conduite des groupes dominants n'accepteraient jamais un fédéralisme aux groupes ethniques dans la nouvelle Constitution, et qu'il fallait absolument constituer une force politique alternative. Une force tactique a donc été imaginée et le 9 août, on a constitué un parti politique des peuples autochtones. Ce jour-là, la promulgation d'un manifeste du Parti Socio-Démocrate Plurinational a provoqué de nombreux remous au sein des partis nationaux.³ Tous les leaders autochtones associés avec le Parti Communiste d'Union Marxiste-Léniniste⁴ et le Parti Communiste du Népal⁵ ont quitté en masse leurs partis respectifs. Des efforts ont été déployés pour trouver un terrain d'entente commun entre les leaders autochtones, en fonction de leurs diverses affinités de gauche ou de droite.

Tous les leaders sont tombés d'accord sur la question des droits des autochtones, y compris le droit à l'auto-détermination, à l'autonomie et à l'autorégulation, mais se sont polarisé autour de questions idéologiques : les groupes les plus à gauche ont insisté sur les principes marxistes tout en considérant le pluri nationalisme et l'autochtonie comme pouvant faire objet de débat ; les autres, c'est-à-dire les membres des mouvements autochtones variés, se sont prononcé en faveur d'une démocratie sociale, d'un pluri nationalisme et de l'autochtonie, contre le marxisme. Les efforts pour concilier les deux tendances ont échoué et les groupes de gauche ont créé leur Parti Socialiste Fédéral le 22 novembre,⁶ suivi le 30 décembre d'un Parti Social-Démocrate (SDP) sous la houlette d'un comité de membres. Certains intellectuels des mouvements autochtones ainsi que des chefs politiques ne se sont joint à aucun des deux partis car ils ont considéré que la fusion et l'alliance des différents partis politiques aurait été indispensable pour faire avancer de façon significative la cause des peuples autochtones, spécialement en ce qui concerne l'autonomie et l'autorégulation.

Les groupes dominants mettent en œuvre un mouvement hostile aux revendications des autochtones

Pour contrer les revendications autochtones, des leaders Bahun et Chetris (groupes dominants) appartenant à des partis politiques variés, incluant les Marxistes-Léninistes (CPN-UML), les communistes (NC) et le Parti National Républicain (RPP), ont lancé une grève nationale indéfinie qui a commencé le 27 avril avec la revendication d'un *Akhanda Sudurpaccim* (Indivisible Extrême - Ouest) créé dans le but de dénier toute autonomie et autorégulation aux peuples autochtones Tharu, en particulier, ainsi qu'aux populations Madhesi en général. Même les forces de sécurité gouvernementales et les fonctionnaires ont manifesté dans les rues après leur travail, pour soutenir le mouvement. En protestation contre la grève, environ 70 000 Tharu des régions ancestrales et d'autres membres des peuples autochtones avec leurs sympathisants, se sont rassemblé à Dhangadhi le 11 mai, sous la bannière du « Comité d'Union des Luttes Tharu » (*Joint Tharu Struggle Committee*- JTSC). La police a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser la foule tandis que les activistes jetaient des pierres sur les hôtels où résidaient les leaders autochtones. Cette grève a été le principal recours des partis politiques pour faire la preuve que de nombreux « népalais » n'étaient pas partisans du fédéralisme à base identitaire.

Le hideux racisme relève la tête

Le 8 mai, la « Société Nationale pour l'Intégration des Ethniques de Bonne Volonté » (*National Integrity and Ethnic Goodwill Society* -NIEGS), composée de membres des groupes dominants, a entamé une marche vers le Musée Tharu de Danda, dans le district de Nawalprasi et l'a vandalisé, en mettant le feu à la moto d'un activiste du JTSC.⁷ Le 9 mai, des accrochages entre la police et les manifestants ont eu lieu à Kawasoti et à Danda lorsque le JTSC a appelé à la grève pour protester contre la vandalisation du Musée tharu. La police a tiré une douzaine de fois et a jeté une vingtaine de grenades lacrymogènes contre la foule, faisant 17 blessés de chaque côté.⁸ Dhan Bahadur Thanet Tharu, qui avait été blessé par balles à Danda (dans le district de Nawalprasi), est mort le 5 juin.⁹ Cédant à la pression accrue du NEFIN, le gouvernement a déclaré que Dhan Bahadur Tharu Thanet était un martyr.¹⁰ Ce malheureux incident n'a pas dégénéré cependant en émeutes, car les dirigeants du Parti Autochtone Tharu ont empêché les

représailles et les manifestations violentes ; néanmoins, on a là un exemple démontrant que les émeutes racistes peuvent se déclencher à n'importe quel moment dans l'avenir.

Fabrication des données du recensement

Le 26 novembre, on a publié les données du recensement 2011. Le NEFIN a refusé les résultats car ils annonçaient une diminution du nombre total des populations autochtones : de 37.21% en 2001, à 35.81% en 2011. Ces recensements révélaient que le nombre de castes et de groupes ethniques passait de 100 à 125 en 2011, et supprimaient des listes 12 des 59 groupes de peuples autochtones : les Thudam, Surel, Bankaraia, Larke, Baragaunle, Marphali Thakali, Mugal, Tangbe, Tingaunle, Thakali, et deux groupes disparus, les Chhairotan et les Free ; alors qu'on rajoutait des Athpahariya, Bahing, Bantawa, Chamling, Khaling, Kulung, Loharung, Mewahang, Nachhiring, Sampang Thulung et Yamfu, groupes auparavant inclus parmi les peuples autochtones Rai ; ainsi que les Ghale, précédemment inclus dans les Gurung.¹¹ Pour manifester son opposition, le 2 décembre, la NEFIN brûlait à Kathmandu des copies du recensement, devant le Bureau Central des Statistiques.¹²

Allégations contre les sponsors internationaux

Bien que des donateurs internationaux soient nécessaires pour constituer de nouveaux partenariats avec les peuples autochtones, pour les aider à atteindre les objectifs fixés lors des premières et secondes décades internationales des Populations Autochtones Mondiales, la levée de fonds nécessaires a tout le temps été négligée. La presque totalité des fonds recueillis est toujours allée soit au gouvernement népalais, soit à la société civile, les deux étant contrôlés par les groupes dominants. Ces derniers prétendent souvent que les Nations Unies, la Norvège, le Royaume Uni et d'autres pays occidentaux fournissent des fonds pour les seuls partis politiques basés sur les castes et les groupes ethniques. Le 25 mai, une délégation composée de membres hindous de caste supérieure s'est plainte à un groupe de diplomates qui représentaient les Nations Unies, la Suisse et le Département du Développement International (DFID), du fait que leur soutien de certains groupes au Népal était orientée contre eux. Le Ministre d'État britannique pour le Développement International (DFID), Alan Duncan, a répliqué que ce commentaire était « biaisé », et que le bureau népalais de la DFID soutenait les campagnes en cours, en faveur du fédéralisme fondé sur l'ethnicité, mais il a fait passer également ce message très clair que « les voix qui s'élevaient pendant ces campagnes devaient être entendues » et « qu'il était inacceptable de la part de n'importe quelle société, d'entretenir des citoyens de seconde zone ; il n'avait aucun doute qu'une paix durable régnerait au Népal avec une société véritablement intégratrice ».¹³

Dans l'ombre du rapport du CEDAW

Afin de suivre le statut de l'exécution des observations et recommandations conclusives faites par le Comité d'Élimination des Discriminations contre les Femmes (CEDAW)¹⁴ (voir « *The Indigenous World 2012*), la Fédération Nationale des Femmes Autochtones (NIWF) a organisé un programme interactif entre des officiels gouvernementaux et des leaders du mouvement des femmes autochtones à Kathmandou, le 27 novembre. Les officiels ont confessé qu'ils n'avaient rien fait jusque-là mais qu'ils essaieraient d'exécuter les recommandations et consignes relatives aux femmes autochtones.

Réduction des émissions dues à la déforestation et protection des forêts

Le Népal a réalisé son Plan de Facilitation à la Mise en œuvre (*Readiness Preparation Plan- RPP*) depuis 2010 et l'a achevé en 2013. En ligne avec le RPP, la Cellule chargée des changements climatiques, des Forêts et de la Conservation des Sols (REDD), a préparé un brouillon pour la mise en place d'une stratégie nationale. En septembre, la Cellule chargée du climat et des Forêts a présenté des indicateurs révisés pour la protection sociale et l'environnement et a donné 30 jours de délai pour des améliorations ultérieures, annonçant aussi une réunion de travail nationale avec de multiples partenaires à propos de ces indicateurs. Pour s'assurer que les indicateurs donnés précédemment par les Peuples Autochtones avaient bien été pris en considération et qu'entre autres, une référence particulière était faite à la Convention ILO 169, à l'UNDRIP et à la prise en compte des savoirs autochtones, de leurs aptitudes et de leurs corpus de pratiques traditionnelles en matière de développement durable des forêts, le NEFIN a mis en place une équipe de travail avec pour mission de scruter les indicateurs révisés. Le NEFIN a participé aux ateliers de travail en Octobre, conjointement au NIWF, et a communiqué les résultats définitifs dans le mois qui a suivi.

Notes et Références

1. Les Madhesis (qui sont des groupes de caste de la région du Terai) sont des groupes régionaux exclus, mais depuis le mouvement de 2007, ils ont émergé comme la quatrième force politique la plus puissante. Leurs demandes, telles que l'autonomie régionale, sont encore à pourvoir.

2 <http://www.ekantipur.com/the-kathmandu-post/2012/05/22/top-story/govt-janajati-groups-sign-9-pt-deal-banda-called-off/235169.html>

3 <http://www.youtube.com/watch?v=s0a1-p3csLw>

4 http://www.myrepublica.com/portal/index.php?action=news_details&news_id=42982

5 http://www.myrepublica.com/portal/index.php?action=news_details&news_id=42928

6 <http://www.thehimalayantimes.com/fullNews.php?headline=Rai+declares+Federal+Socialist+Party-Nepal+&NewsID=355247>

7 http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Nepal_Monthly_Update_2012-May.pdf

8 http://www.myrepublica.com/portal/index.php?action=news_details&news_id=34875

9 <http://www.ekantipur.com/2012/06/06/top-story/nefin-activist-tharu-passes-away/355161.html>

10 <http://www.ekantipur.com/2012/06/07/top-story/cabinet-declares-tharua-martyr/355225.html>

11 <http://www.ekantipur.com/the-kathmandu-post/2012/12/01/nation/nefin-to-protest-census-report/242341.html> Voir aussi, une présentation Power Point sur le recensement de 2011 by Yogendra Gurung dans un programme organisé par le NEFIN à Kathmandu, le 6 Janvier 2013.

12 <http://www.ekantipur.com/2012/12/02/headlines/Indigenous-people-torch-copies-of-census-report/363527/>

13 <http://www.thehimalayantimes.com/fullNews.php?headline=Duncan+faces+questions+on+DFID%27s+role&NewsID=337547>

14 <http://www.unhcr.org/refworld/publisher,CEDAW,CONCOBSERVATIONS,NPL,4eeb45822,0.html>

Krishna B. Bhattachan appartient au peuple autochtone Thakali. Il est l'un des membres fondateurs de la faculté et ancien directeur du département de sociologie et d'anthropologie de Tribhuvan University. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la question des populations autochtones. Il a été membre du Comité spécial d'organisation des conférences politiques de 2012 et s'est impliqué dans la formation d'un parti politique des populations autochtones.

Source : IWGIA, 2013 *The Indigenous World*

Traduction par **Brigitte Steinmann**

Membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie